

CIEA 2002

Comment la formation peut-elle réussir avec des conditions de base et des systèmes différents?

**Oosie Marincowitz,
Elsenburg College of Agriculture, Afrique du Sud**

Vendredi, 23 août 2002

23E COURS-SÉMINAIRE INTERNATIONAL D'ÉTUDES SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET L'ENSEIGNEMENT EN AGRICULTURE

Original anglais

Regard sur l'Afrique du Sud

Introduction

L'Ecole d'agriculture d'Elsenburg (Elsenburg College of Agriculture) a eu le privilège d'accueillir en Afrique du Sud l'édition 2001 du séminaire CIEA au nom du CIEA Suisse. Il s'agissait en l'occurrence de déplacer vers le continent noir cette opportunité particulière d'apprentissage, de nombreux participants africains ayant été pour l'occasion invités à la manifestation qui s'est tenue du 3 au 14 décembre 2001.

La thématique du séminaire avait trait à l'excellence dans les études agricoles et au défi que cela implique pour l'ensemble de l'Afrique («Excellence in Agricultural Education: The challenge for Africa»). Deux volets annexes traités durant ces deux semaines étaient par ailleurs intitulés «Out of Africa: Lessons in Agricultural Education for the developing world» et «Educational strategies to overcome the restrictions of limited resources in the educational environment».

Le séminaire s'est donc déroulé à l'Ecole d'agriculture d'Elsenburg, située à 16 km du célèbre Stellenbosch et à 50 km du Cap. Les participants étaient logés au sein même de l'établissement.

Le compte rendu de ces journées est disponible sur le site Web de l'Ecole d'agriculture d'Elsenburg , www.Elsenburg.com, lui-même relié à celui du CIEA (www.ciea.ch).

Le comité d'organisation a mis sur pied pour la circonstance diverses excursions censées donner aux participants une vue représentative de la partie occidentale de la Province du Cap, leur montrant sur place les résultats redevables aux études agricoles. Le programme prévoyait ainsi la visite de diverses structures d'exploitation performantes, aujourd'hui aux mains d'anciens élèves de l'école justifiant d'une formation poussée, sans oublier la découverte d'une communauté rurale menant à bien différents projets de développement, avec, entre autres, des modules de cours compacts à l'intention des agriculteurs.

L'édition 2001 du séminaire aura également permis de présenter l'Afrique du Sud à des participants invités à appréhender de plain-pied la problématique locale à travers des études traitant de sujets brûlants, mais aussi grâce aux sorties sur le terrain, aux discussions de groupes et à une interaction individuelle entre les représentants sud-africains et ceux des autres pays.

L'histoire, tout autant que la situation actuelle concernant les études et la formation agricole en Afrique du Sud ont été des points de convergence dans différents exposés présentés par des experts sud-africains, et ces professionnels ont également mis en évidence des indicateurs quant aux possibles voies à suivre à l'avenir pour les enseignants.

L'histoire de l'Afrique du Sud est un témoignage vivant d'un système d'éducation à deux vitesses basé sur la discrimination raciale. Aujourd'hui, ce système se caractérise par un processus de changement touchant tous les éléments de l'éducation et de la formation, par exemple la gestion de l'organisation pédagogique, la réglementation des financements ou le développement des filières. Etant donné que tout n'est pas encore en place eu égard aux buts et aux objectifs d'un processus dont l'ambition est de doter l'Afrique du Sud d'un

système d'éducation unifié, une large part d'incertitude prévaut encore à l'heure actuelle parmi les acteurs clefs.

National Commission on Higher Education (NCHE)

Afin de gérer efficacement le système d'éducation et de formation sud-africain, une commission spécifique, la National Commission on Higher Education (CHE), a été constituée avec treize membres en 1995, structure qui allait se voir chargée de conseiller le gouvernement sur des problèmes concernant la restructuration des études supérieures à travers le développement d'un système intégré, dûment conçu du point de vue des études supérieures.

Dans son rapport de 1996, la Commission a ainsi identifié les principes suivants afin de guider la restructuration: équité, démocratisation, développement (au sens d'une mobilisation, pour le bien de la collectivité, du potentiel – négligé dans de nombreux cas – de toutes les ressources du pays), qualité, liberté de l'enseignement et autonomie institutionnelle, efficacité et primauté des performances.

Tout cela allait impliquer des buts nationaux autant qu'institutionnels, constituant une synopsis du caractère sud-africain, et ce pas seulement pour les études supérieures, puisque l'ensemble peut être extrapolé à d'autres niveaux d'éducation.

Les objectifs en point de mire sont ainsi les suivants:

Au niveau national

- Conceptualisation, planification, administration et financement des études supérieures en Afrique du Sud en tant que système efficace et performant assurant tout l'éventail d'opportunités d'études avancées pour un segment aussi large que possible de la population, sans aucune considération relative à la race, au sexe ou à l'âge.
- Diversification du système de façon à combiner la mission institutionnelle à des offres de programmes requises afin de répondre aux besoins nationaux et régionaux sur la sphère du développement social, culturel et économique.
- Mise en place d'une mobilité horizontale et verticale à travers le développement d'une structure privilégiant l'habilitation à des études supérieures incorporant des schémas adéquats d'articulation ainsi que des points flexibles d'entrée et de sortie.
- Promotion de la participation et de l'égalité des chances pour tous les étudiants méritants, dans le but de combler les lacunes et d'assurer un certain développement, grâce à l'utilisation de tous les instruments et méthodes disponibles afin de limiter les dépenses publiques, y compris l'encouragement des subsides privés aux études supérieures.
- Valorisation des études supérieures en tant que garant de la recherche et catalyseur d'une recherche de haut niveau, à même d'assurer la curiosité intellectuelle ainsi que l'acquisition des connaissances, sans oublier toute une gamme d'activités de recherche nécessitées par le progrès technologique et le développement social.
- Introduction et développement de mesures propres à doter le corps enseignant d'une composante plus représentative, s'engageant à respecter les standards et les idéaux de l'œuvre académique internationalement reconnue, tout en étant sensibles aux préoccupations pratiques et aux besoins nationaux. Le dernier de ces critères englobe également le besoin de nouvelles stratégies d'apprentissage tenant compte d'un plus large réservoir d'étudiants aussi bien que des demandes de la société apprenante.

- Transformation des structures de gouvernance des études supérieures dans le but de les incorporer d'une manière praticable dans la philosophie et les procédures de la démocratisation. De nouvelles structures devraient assurer une prise de décision coopérative entre des intéressés autonomes mais fonctionnellement interdépendants, reconnaissant leurs identités, intérêts et libertés divers tout en poursuivant leur but commun d'une société civile à la fois coordonnée et participative.
- Développement et mise en œuvre de mécanismes de financement qui incarneront les principes d'abordabilité, d'assise financière et de coûts partagés, tout autant que les principes d'équité, de développement, de démocratisation, d'efficacité et de performance.
- Encouragement à l'interaction extensive et intensive parmi les institutions des études supérieures ainsi qu'entre ces institutions et tous les secteurs de la société au sens large, à la fois sur le plan national et international. Il faudrait pour ce faire viser une coopération et des partenariats partout où la chose est possible, mais aussi ambitionner un équilibre viable entre l'acceptation des responsabilités impliquées, d'une part, et le désir légitime d'autonomie et le rôle critique, d'autre part.

Au niveau institutionnel

- Planification et offre de programmes de qualifications axées sur la ressource humaine et sur d'autres formes de développement. De tels programmes devraient tenir compte des besoins sociaux, politiques, économiques et culturels du pays et de tous ses habitants, tout en maintenant des standards élevés de savoir académique et de formation professionnelle.
- Renforcement de la société civile et promotion d'un esprit et d'une culture démocratiques à travers la diffusion des principes de la pensée académique, tels que le débat libre et ouvert, le questionnement critique des orthodoxies et idéologie dominantes, ainsi que l'expérimentation avec de nouvelles idées.
- Facilitation du processus de transformation et promotion de la cohésion sociale ainsi que des valeurs communes, par exemple à travers une étude sur la résolution sociale des conflits et la gestion du changement social, ainsi qu'à travers la promotion de la communication et de la compréhension interculturelle.
- Démonstration de la responsabilité sociale des institutions d'études supérieures, ainsi que de leur engagement pour le bien de la collectivité en rendant le savoir et l'infrastructure disponibles pour des programmes de services communautaires, répondant ainsi aux besoins et contribuant au développement social, culturel, éducatif et économique de leur environnement immédiat.

Afin d'atteindre le but de la mobilité, un National Qualification Framework (NQF) établissant le cadre requis a été mis en place en 1998. Celui-ci est dirigé par la South African Qualifications Authority (SAQA) et comprend huit niveaux de qualifications divisés en trois filières: l'éducation générale (General Education, niveau 1), les études secondaires (Further Education and Training, niveaux 2 à 4) et les études supérieures (Higher Education, niveaux 5 à 8). Un NQF détaillé est présenté en annexe à ce rapport. Les programmes de formation des écoles d'agriculture font partie du volet Higher Education (HE), niveau 5, tandis que les cours compacts correspondent au niveau 1 à 4 des filières General (GET) et Further Education and Training (FET).

Education des adultes

L'éducation des adultes est un point essentiel du système, du fait qu'il traite dans une large mesure de la formation de personnes qui étaient auparavant pénalisées et ne bénéficiaient pas des opportunités habituellement normales. A ce propos, un directeurat (Directorate of Adult Education and Training) a été créé au sein du Département national de l'éducation (National Department of Education, et on a prévu d'encourager les efforts destinés à répondre aux demandes du lieu de travail.

Tout ceci implique:

- la conduite de campagnes d'alphabétisation planifiées;
- la mise au point de directives pour la formation des enseignants;
- la création de structures pour la formation des enseignants;
- la formation à tous les niveaux nécessaires selon un mode d'éducation axé sur les résultats;
- la création de postes pour la recherche dans le développement des programmes, la conception des systèmes, la recherche dans les régions;
- des audits sur les techniques et l'infrastructure à disposition;
- la mise en place d'une base d'information élargie;
- l'identification des groupements de priorités;
- le transfert à des centres communautaires des cours du soir dispensés par l'Etat;
- la création de partenariats entre le gouvernement et les organisations de travailleurs, de commerçants, de femmes et de jeunes, sans oublier les associations civiques, les Eglises, les ONG spécialisées, les groupements d'enseignants, ainsi que tous les niveaux du gouvernement, des médias et des autres sphères intéressées;
- une plus large attention accordées aux secondes langues africaines et sud-africaines;
- la possibilité d'un futur engagement de l'Etat dans le développement du matériel;
- l'organisation d'un audit sur les matériels disponibles;

Les programmes Adult Basic Education and Training (ABET) figurent au niveau 1 (GET) du NQF, tandis que les employés de fermes et les exploitants aux faibles ressources sont largement représentés au sein des programmes ABET et des modules de cours compacts.

L'Afrique du Sud est indissociable du reste de l'Afrique

L'Afrique du Sud ne peut pas être vue comme une île et devrait être considérée comme un membre à part entière de la Southern African Development Community (SADC) et être intégrée dans sa stratégie pour la formation d'une main-d'œuvre agricole professionnelle. L'Afrique du Sud devra aussi relever les cinq défis auxquels se trouve confronté le secteur de l'agriculture (tels qu'ils ont été présentés par un rapport SADC en 1991). Ceux ayant trait à l'éducation et à la formation consistent à développer et à transférer la technologie susceptible d'augmenter la productivité, étant entendu qu'une telle technologie devrait être renforcée par des informations disponibles en temps utile.

Elsenburg poursuit sa route vers le succès

Bien décidée à répondre au défi consistant en la formation d'une main-d'œuvre qualifiée pour le secteur agricole, l'école d'Elsenburg met l'accent sur différentes problématiques essentielles également traitées dans les objectifs du Département national de l'éducation. En voici quelques exemples:

- Avec les années, Elsenburg a adapté ses filières afin de répondre aux besoins actuels de ses clients, notamment avec l'introduction, en 1976, d'un diplôme en «Cellar Tech-

nology» décerné aux œnologues. Un autre exemple a trait lui aux conseillers avec la spécialité «Extension» introduite en 2001.

- Afin d'assurer que des étudiants puissent répondre aux demandes de leur futur poste de travail, les programmes des différentes offres d'instruction ont été développés sur un mode axé sur les résultats. Les conférenciers sont ainsi tenus d'adapter le matériel d'études aux besoins de l'industrie.
- Elsenburg jouit d'une très bonne réputation dans l'industrie agricole, et c'est là le résultat d'un enseignement réussi fournissant une main-d'œuvre qualifiée. Les anciens étudiants d'Elsenburg sont très demandés comme agriculteurs, gérants d'exploitation et experts agricoles. Des membres du secteur agricole siègent au comité de l'établissement alors que ses enseignants sont également actifs au sein de différentes structures institutionnelles de ce domaine.
- Elsenburg a adopté la formule bien connue de la formation pratique, à savoir le «training by doing». On attend des étudiants qu'ils mettent en œuvre la théorie d'une manière pratique à travers les exercices qui leur sont soumis.
- Elsenburg suit la règle édictée par le Conseil de l'éducation supérieure (Council for higher Education), voulant qu'un conférencier soit qualifié un niveau au-dessus de celui où il exerce. Les enseignants de l'établissement sont bien formés et disposent dans la plupart des cas d'un diplôme de maîtrise dans leur domaine spécifique.
- Elsenburg a à son crédit des facilités très fonctionnelles et appropriées, correspondant tout à fait aux besoins nécessaires pour assurer un excellent enseignement pratique. Une cave, quarante hectares de vignes, neuf hectares de vergers, quatre espèces de moutons atteignant trois-cents têtes environ, ainsi que deux types de vaches laitières et des laboratoires bien aménagés attestent de ces équipements de qualité.
- Elsenburg a élargi sa division Further Education and Training en engageant différents nouveaux collaborateurs dont tous disposent d'un diplôme supérieur. Un vaste programme de cours compacts est présenté dans les communautés rurales tout comme sur le site même d'Elsenburg.
- Elsenburg est engagé dans le développement de standards pour différents champs d'études et participe à des projets pilotes relatifs à des communautés d'élèves supervisées par la structure normative pour l'agriculture fondamentale (Standard Generating Body for primary Agriculture (PAETA) destinés à indiquer la voie à suivre à de nouvelles initiatives concernant les études et la formation agricoles en Afrique du Sud.
- Une étroite collaboration entre les équipes de formateurs et d'ingénieurs-agronomes caractérise la formation des agriculteurs disposant de ressources modestes et des travailleurs de ferme dans les communautés rurales de la partie occidentale de la province du Cap.
- Les chercheurs et les ingénieurs-agronomes des différentes disciplines, à savoir l'implantation des exploitations, le développement et le transfert de technologies, les services vétérinaires et l'ingénierie agricole sont voisins de l'établissements, et ces experts viennent au besoin prêter main-forte aux équipes de formation, constituant ainsi une ressource à laquelle on peut avoir recours si nécessaire. Et le tout aboutit bien entendu à un enrichissement des programmes de l'école.

- L'Ecole d'agriculture d'Elsenburg est l'un des onze établissements s'employant à combler l'énorme fossé qui perdure au niveau des études et de la formation agricoles dans tout le pays. Les ingénieurs-agronomes sont généralement formés dans les facultés d'agriculture des universités, les techniciens agricoles étant quant à eux au bénéfice d'une formation dans les établissements appelés «Technicons», alors que les fermiers, les gestionnaires d'exploitation et les experts agricoles suivent, pour l'essentiel, l'enseignement des écoles d'agriculture.
- Les agronomes sont formés à un niveau supérieur (B à PhD) tandis que les techniciens agricoles obtiennent un diplôme (B. à D.Tech) dans les Technicons. Les écoles d'agriculture débouchent pour leur part sur un certificat supérieur (deux ans d'études) ou sur un diplôme (trois ans). Les facultés d'agriculture dans les universités et les écoles d'agriculture disposent en général d'infrastructures pratiques très bien équipées, tandis que les Technicons exploitent certains domaines en collaboration avec l'industrie agricole pour le volet pratique de leur enseignement.

Résumé

En condensé, on peut dire qu'Elsenburg s'efforce de répondre aux demandes de l'industrie agricole concernant le développement des ressources humaines et qu'il ne dépare pas de sa longue tradition plus que centenaire parmi les institutions de formation agricole.

Gr